

ENTRE LA PLACE TAHRIR ET L'AVENUE ROTHSCHILD

Marius Schattner

Après le « printemps arabe viendra le tour de l'hiver islamiste ». Ce cliché a fini par s'imposer en Israël. Depuis des mois, les responsables politiques et militaires martèlent cette métaphore saisonnière pour mettre en garde le monde occidental, mais aussi leur propre opinion, contre « l'illusion » d'un changement démocratique dans le monde arabe. Si du bout des lèvres, ils reconnaissent que les révoltes arabes ont visé des régimes dictatoriaux et corrompus, leur diagnostic est sans appel : le pouvoir va tomber entre les mains d'islamistes, les plus grands ennemis de la liberté, autrement redoutables que leurs prédecesseurs et – ce qui compte davantage – ennemis jurés d'Israël.

Bien sûr, ce scénario catastrophe n'est pas absurde et les Israéliens ne sont certes pas les seuls dans le monde ni même dans les pays arabes à s'inquiéter d'un tel développement. L'idée d'un parlement égyptien dominé par les Frères musulmans, alliés ou rivaux de Salafistes qui veulent carrément imposer une théocratie, fait frémir les milieux laïcs et les coptes. Mais pour la droite au pouvoir ce n'est pas une possibilité parmi d'autres : les jeux sont faits et pour longtemps.

Les politiques

« Nous vous l'avions bien dit » affirme en l'occurrence, le Premier ministre Benjamin Netanyahu, dans un rôle de Cassandre, conforme à une longue tradition de la droite israélienne, qui a de tout temps cultivé l'image d'un Israël « seul parmi les Nations » selon le verset biblique, confronté à un environnement irrémédiablement

hostile, face à des forces qui sous prétexte de dénoncer sa politique en veulent à son existence même, de sorte qu'il serait vain de leur faire des concessions.

N'avait-il pas été l'un des premiers à s'inquiéter du lâchage de Moubarak par l'administration Obama et à avertir que la révolte populaire en Égypte risquait de déboucher sur une période « d'instabilité et d'incertitude pendant de nombreuses années » dans la région ? « Il y a deux mondes, deux moitiés, deux visions. Celle du monde libre et celle du monde radical. Laquelle l'emportera en Égypte ? La réponse est cruciale pour l'avenir de l'Égypte, de la région et pour nous ici en Israël », s'interroge-t-il, dès le 2 février, à la tribune de la Knesset.

Par la suite, les dirigeants israéliens vont agiter le spectre d'un scénario à l'iranienne, voire subodorer – ce qui n'a été nullement prouvé – la main de Téhéran dans la révolution égyptienne. Ainsi Netanyahu s'alarme en avril du risque que « le printemps arabe ne tourne en un hiver iranien » (interview à l'AFP, 17/04/11). Il déclare encore « espérer voir le printemps européen de 1989 », dans les pays arabes en référence à la chute du système communiste totalitaire à la fin des années 1980 en Europe de l'Est. Mais il craint avant tout que les événements au Proche et Moyen-Orient ne soient exploités par Téhéran et que ne se répète la révolution islamique de 1979.

Aujourd'hui ces doutes se sont mués en certitudes. Netanyahu s'en est encore expliqué dans un discours à la tribune de la Knesset, le 23 novembre. « En février, j'étais sur cette tribune

quand des millions d'Égyptiens sont descendus dans les rues du Caire et que mes amis de l'opposition y voyaient l'aube d'une nouvelle époque de libéralisme et de modernisme. Quand je disais qu'en dépit de nos espoirs, il était plus probable que ce serait la vague islamiste, anti-Amérique et anti-Israël qui déferlerait, on m'a accusé de faire peur aux gens et de ne pas comprendre vers où mènent les choses. Eh bien, elles vont dans une direction bien précise : en arrière et non de l'avant ». La leçon qu'il faut en tirer c'est qu'en ces temps incertains, Israël, « îlot de stabilité et de démocratie » au Proche-Orient, selon Netanyahu, « villa dans la jungle » selon le ministre de la Défense Ehud Barak, ne doit compter que sur ses propres forces pour assurer sa sécurité.

Autrement dit, il n'existe aucune garantie que les accords de paix avec l'Égypte, signés avec Sadate, seront honorés par un nouveau régime. En ce sens, les sabotages répétitifs, dans le Sinaï égyptien du pipe-line acheminant du gaz naturel vers Israël et la Jordanie, sans que les autorités égyptiennes parviennent à les arrêter, ont de quoi inquiéter.

Les militaires

Dans le même état d'esprit, le général Eyal Eisenberg, le chef des services de la défense passive, a estimé le 5 septembre qu'un « hiver islamiste radical » pourrait succéder au « printemps arabe ». « Ce qui a été considéré comme le printemps des peuples arabes peut se transformer en un hiver islamiste radical, ce qui augmente les probabilités d'une guerre générale et totale dans la région avec une possibilité d'utilisation d'armes de destruction massive », a-t-il affirmé publiquement.

L'ancien ministre de la Défense travailliste, Benjamin Ben Eliézer, un ami personnel de l'ex-président Moubarak, est allé quant à lui jusqu'à

prédir, en novembre, une « confrontation israélo-égyptienne », appelant Tsahal à s'y préparer.

Sans adhérer à une analyse aussi sombre, l'état-major a d'ores et déjà pris des précautions. Des renforts ont été déployés le long de la frontière égyptienne dans le désert du Néguev et la construction d'une « clôture de sécurité » a été accélérée, en vue d'empêcher des infiltrations de commandos et des attaques terroristes en Israël, alors qu'à l'origine cet obstacle était destiné avant tout à fermer Israël à l'entrée de migrants clandestins africains.

Néanmoins, les responsables de la Défense affichent la conviction que tout gouvernement en place en Égypte, respectera les accords de paix, quitte à ce que cette paix soit encore plus « froide » que l'état de non-belligéranç qui a prévalu entre les deux pays depuis trente ans. Ils constatent qu'aucune force politique en Égypte susceptible d'exercer des responsabilités – y compris les Frères Musulmans – ne réclame l'abolition pure et simple du traité de paix de 1979 et excluent qu'un nouveau pouvoir se risque à introduire des forces armées dans le Sinaï au-delà des quotas autorisés ou à fermer la navigation à des bateaux israéliens dans le Canal de Suez ou dans le Golfe d'Aqaba, ce qui serait considéré comme autant de casus belli.

Soucieux d'éviter des frictions avec l'armée égyptienne, considérée comme le dernier rempart face aux islamistes, ils se félicitent de la coopération renforcée sur le terrain, après des incidents meurtriers à la frontière, et mettent en valeur le rôle joué par l'Égypte, en octobre, dans la libération du soldat Gilad Shalit, suite à un accord d'échange de prisonniers avec le Hamas.

Plus généralement, des responsables sécuritaires, en premier chef Ehud Barak, considèrent qu'Israël peut tirer des bénéfices du « printemps

arabe », dans la mesure où la révolte ferait chuter le régime syrien du président Bachar al-Assad.

À ce propos, l'ancien ambassadeur d'Israël à Washington, Itamar Rabinovich, considéré comme un expert sur la Syrie, estime qu'à l'encontre de sa politique passée, Israël souhaite à présent que la révolte en Syrie l'emporte, indépendamment du risque d'instabilité et de prise de pouvoir des forces islamistes dans ce pays. « Après avoir eu connaissance de l'étendue de la coopération nucléaire entre la Syrie et la Corée du nord, et au vu des menaces pour la sécurité d'Israël que font peser le Hezbollah au Liban et le Hamas à Gaza (soutenus et armés par Damas et Téhéran), Israël est parvenu à la conclusion que la survie d'Assad nous ferait plus de tort que son départ » écrit-il, dans une tribune (*International Herald Tribune*, 19-20 novembre).

La « rue juive »

Surprise – comme le reste du monde – par les révoltes arabes, déboussolée par les déclarations de ses dirigeants, l'opinion publique israélienne oscille depuis un an entre la méfiance et espoir. Mais par-delà un intérêt évident et même une certaine admiration pour la force d'un mouvement social – admiration qui est en soi un phénomène totalement nouveau en Israël –, c'est la crainte qui prend aujourd'hui le dessus.

Elle s'alimente des succès électoraux spectaculaires des islamistes et des manifestations anti-israéliennes – de faible ampleur mais violentes – en Égypte, alors qu'il n'était pas question d'Israël au début du mouvement.

Les nuances que peuvent introduire des spécialistes sur la possibilité d'un « islamisme modéré » à la turque ou à la marocaine, voire à la tunisienne, n'ont guère de prise sur l'opinion. En Égypte, les Frères Musulmans, appelés apparemment à devenir la principale force politique,

après des années de clandestinité ou de semi-légalité n'ont ils pas voué de tout temps une haine envers le sionisme, venu usurper la Palestine, une « Terre d'Israël », envers l'État juif, responsable de la « Nakba », la catastrophe qu'a constituée l'exode largement forcé de centaines de milliers de Palestiniens en 1948, sinon envers les juifs eux-mêmes, si on tient compte de leurs écrits originels profondément marqués d'un antijudaïsme religieux.. Rien d'étonnant si 65 % d'Israéliens (contre 11 % de l'avis contraire) ont estimé avant même la chute de Moubarak que son départ aurait un effet négatif pour Israël, 59 % s'attendant la venue au pouvoir d'un « régime islamiste », selon un sondage publié le 3 février.

Et pourtant quelques mois plus tard, au plus fort de « l'été israélien », la vague de contestation sociale qui a déferlé sur Israël, des protestataires campant au cœur de Tel-Aviv vont rebaptiser « carrefour Tahrir » l'angle de la rue Rothschild, lieu hautement symbolique où le mouvement a commencé par un campement sauvage de centaines de manifestants. Ce ne sera pas la seule référence au « printemps arabe ». Lors des manifestations de masse d'une ampleur sans précédent, on verra des banderoles avec les inscriptions « Moubarak-Assad-Netanyahu », associant dans le même opprobre le président déchu égyptien, le chef du régime sanguinaire syrien et un Premier ministre israélien démocratiquement élu.

Il est vrai que des slogans aussi radicaux ne représentaient qu'une minorité. Si le « printemps arabe » a eu quelque influence, elle n'est qu'indirecte ou dans le sentiment que, nous Israéliens, pouvons en faire autant que nos voisins arabes. D'autant que contrairement à ce qui se passait dans la « rue arabe » ces contestataires, rassemblés par centaines de milliers autour du slogan « le peuple veut la justice sociale » ne réclamaient pas un changement de régime politique, mais

une modification radicale de la politique économique et sociale, dans la foulée du mouvement des « indignés » en Espagne et ailleurs en Europe. Depuis, le mouvement s'est essoufflé et quand même des manifestations de masse devraient reprendre, il est douteux qu'on y retrouve les expressions de sympathie pour la « place Tahrir » comme symbole contre l'oppression.

Entre-temps, l'ambassade d'Israël a été envahie et partiellement mise à sac par une foule déchainée dans la nuit du 9 au 10 septembre, forçant l'ambassadeur d'Israël à fuir l'Égypte. Et le 26 novembre, quelques milliers de manifestants islamistes ont crié leur haine d'Israël, un événement auquel les médias israéliens ont consacré une place bien plus importante qu'à la manifestation beaucoup plus massive le même jour place Tahrir contre le maintien du régime militaire et les violences policières.

« L'heure du jugement dernier a sonné pour Tel-Aviv » titrait le quotidien à grand tirage *Yediot Aharonot* citant un slogan des islamistes. Le ton a bien changé dans la presse – à l'exception notable du quotidien *Haaretz* -- depuis les premiers reportages plutôt empathiques envers le « printemps arabe ». Tel journaliste qui, au moment de Pessah, ironisait sur le fait que les juifs en Israël célébrant la « fête de la libération de l'esclavage d'Égypte » n'avaient aucune pensée pour la libération moderne que constitue pour les Égyptiens le « printemps arabe » écrit à présent que « le temps est venu d'enterrer nos rêves d'un nouveau Moyen-Orient dont Israël serait un modèle » (Nahum Barnea, *Yediot Aharonot*, 25/11).

Ce n'est pas très différent du discours officiel. Si ce n'est qu'un Netanyahu – contrairement au chef de l'État Shimon Peres – n'a jamais caressé ce rêve. Pour la droite nationaliste au pouvoir, la tournure des évènements est avant tout une confirmation de ses conceptions pessi-

mistes. En ce sens, elle justifie à ses yeux sa position intransigeante pour le maintien du contrôle israélien d'importantes parties de la Cisjordanie, arguant qu'on ne peut dépendre pour sa sécurité d'un accord écrit avec une Autorité palestinienne qui risque demain d'être renversée par le Hamas. Surtout « l'hiver islamiste » offre une chance de faire valoir une fois de plus, le rôle d'Israël comme bastion de l'Occident, avant-poste de la démocratie face aujourd'hui au déferlement intégriste.

Le problème est qu'il n'est pas du tout certain que cet Occident et notamment les États-Unis partagent cette opinion, et trouvent en Israël un allié rêvé pour contrer l'islamisme sous sa forme la plus radicale.

Ironie de l'histoire : au moment même où le gouvernement israélien dénonce les tendances antidémocratiques dans le monde arabe, en Israël des forces ultranationalistes de la coalition au pouvoir mènent campagne pour restreindre les mêmes libertés civiques. Elles ont déjà réussi à faire passer certaines lois (interdiction d'appel au boycottage de colonies ou de célébration de la Nakba). Elles comptent bien poursuivre, s'en prenant à la liberté de la presse, aux ONG de gauche et à la Cour Suprême en vue d'instaurer ce que les médias, l'opposition et une partie de la droite dénoncent comme une « dictature de la majorité ».

De plus, ceux-là mêmes en Israël qui stigmatisent les projets islamistes d'imposer la *charia* (la loi religieuse islamique) dans les pays arabes, s'acquittent fort bien d'un camp religieux aspirant à instaurer la *halakha*, la loi religieuse juive. Comme l'exprime cette caricature publiée le 29 novembre dans le *Haaretz* : deux barbus côté à côté, tous deux portant des calottes : l'un sous le sigle « printemps juif » est un juif ultra-orthodoxe et ultranationaliste, et l'autre sous le sigle « printemps arabe » est un intégriste musulman. L'un

a une barbe blanche, l'autre une barbe noire. Cherchez la différence...

Mais ce n'est qu'une caricature, ne serait-ce que parce que le poids de la religion n'est pas le même dans les deux sociétés. Si les peurs des uns alimentent les phobies des autres, dans un inquiétant jeu de miroir entre intégristes musulmans et intégristes juifs, d'autres forces peuvent émerger, pas forcément laïques mais capables d'accommorder les préceptes religieux à l'exigence de démocratie.

Soif de justice, soif de liberté, soif de dignité : les mêmes causes qui ont fait descendre, place Tahrir, des millions d'Égyptiens et des centaines de milliers d'Israéliens sur l'avenue Rothschild, peuvent entraîner de nouveaux bouleversements et pousser demain les foules à se retourner contre

les pouvoirs en place, dans la mesure où ils ont été démocratiquement désignés. Dans les pays arabes, à moins de l'instauration de nouvelles dictatures, tout régime en place se retrouvera confronté à des défis économiques d'autant plus formidables qu'il sera porteur des espoirs de la population. Mais le principe de réalité jouera en Israël même, le jour où la majorité se rendra compte qu'il y a un prix à payer à l'isolement croissant du pays, ou tout simplement du fait qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être libre même si Israël a pu paraître longtemps un contre-exemple. Certes on n'en est pas là, et cette vision peut paraître trop optimiste. Mais faudrait-il parier sur le pire ?

Jérusalem le 11 décembre 2011